

**Peut-on parler de « droitisation » des classes populaires ?
Des usages ordinaires du clivage droite/gauche à l'écart du champ politique**

***Can we speak of the "rightward-drift" of the working classes?
Ordinary uses of the right/left divide outside the political field***

par **Raphaël Challier***

Utile pour penser des évolutions du champ politique et donc de l'offre politique, la notion de droitisation est moins opérante pour enquêter sur des classes populaires « de droite », pour lesquelles des catégories politico-normatives comme la droite et la gauche ne font pas forcément sens. L'article défend une autre lecture, compréhensive, des sensibilités de droite en milieu populaire et interroge les significations concrètes associées au clivage droite/gauche au sein de ces groupes. Il existe notamment plusieurs droites, qui mobilisent des ressorts d'adhésions contradictoires. Les processus de droitisation diffèrent également selon leurs points de départ et d'arrivée (les acteurs évoluent-ils de la gauche vers le centre, ou de la droite parlementaire vers le Front national¹ ?). Surtout, les représentations associées à la droite et à la gauche varient considérablement selon les milieux sociaux. Plutôt que l'hypothèse d'une droitisation uniforme, reposant sur des ressorts idéologiques qui seraient relativement analogues dans différents groupes sociaux, une approche de sociologie politique et de sociologie des classes sociales interrogera plutôt *des déplacements vers la droite* et cherchera à comprendre l'évolution des préférences (de votes, militantes) vers des objets politiques vus comme plus fortement ancrés à droite par les spécialistes, mais pas forcément par les profanes. Nous

commencerons par interroger les points aveugles d'une notion comme la droitisation, en les confrontant à quelques constats bien établis en sociologie électorale et du militantisme, qui contredisent les définitions scolastiques et linéaires de la politisation². Nous présenterons ensuite les résultats d'une enquête sur le FN en milieu rural, qui donnent des pistes pour mener une ethnographie réaliste des classes populaires « de droite » et des usages ordinaires du clivage droite/gauche parmi ces classes sociales. Au vu de l'implantation électorale et militante du FN, on pourrait ériger le bourg enquêté, ici appelé Grandmenil³, en symptôme d'une France populaire rurale excentrée des métropoles et souvent décrite, de manière simplificatrice (Girard, 2017), comme « droitisée ». L'observation de la vie politique municipale nuance pourtant ce constat, l'ancrage à droite n'y étant ni nouveau, ni univoque. Nous interrogerons enfin les parcours de Magalie et Sylvie, deux membres du FN local. Leur mobilisation traduit-elle un même processus de droitisation ? Même chez des militantes d'extrême droite, les logiques d'engagement apparaissent irréductibles à des enjeux doctrinaux ou à un basculement unilatéral vers la droite politique. Si les entretiens menés auprès de ces deux femmes datent de 2014 et 2015, leurs profils sont intéressants car elles ont parfois voté pour

1. Devenu depuis Rassemblement National. Nous utiliserons le nom en vigueur pendant l'enquête, principalement menée de 2014 à 2017, par entretiens auprès de vingt-quatre militants de la ville et du département.

2. Un état de l'art, nécessairement lacunaire vu le format, est esquissé dans la section suivante. Pour une bibliographie plus exhaustive concernant les politisations populaires, voir (Challier, 2021, p. 7-35).

3. Les noms de la ville et des enquêtés ont été modifiés pour préserver l'anonymat.

* Docteur en sociologie
Cresppa-GTM, 59-61 rue Pouchet, 75849 Paris CEDEX 17, France
challier.raphael@gmail.com

d'autres partis, ce qui permet de saisir des ruptures et continuités. Précisons enfin que la relative distance qu'elles expriment aux discours et programmes des *leaders* se retrouvent largement chez d'autres membres du FN, comme chez les « simples militants » en général (Challier, 2021).

La droitisation, une grille de lecture peu opérante pour comprendre les politisations ordinaires

Y a-t-il une « droitisation » de la société française, autrement dit un déplacement global vers les valeurs de la droite politique ? La question a sa pertinence pour décrire l'évolution des rapports de force entre des partis ou des *leaders*. On peut effectivement mesurer l'évolution vers la droite (la gauche, le centre) des votes d'une population, des programmes d'un parti ou des prises de positions dans les médias⁴, en se fondant sur divers marqueurs communément associés au clivage droite/gauche. L'histoire des idées politiques rappelle pourtant déjà que ces classements sont relationnels et mouvants, plusieurs « sensibilités » pouvant être isolées au sein d'une même « famille » politique (Rémond, 1954 ; Sirinelli, 1992).

Les méthodes d'enquêtes mobilisées influent aussi sur le fait de répondre par la positive ou la négative à la question de savoir si divers groupes se droitisent. Notamment, en raison de leur visée compréhensive et de leurs ancrages situés, les méthodes qualitatives sont généralement plus prudentes lorsqu'on leur demande de repérer des évolutions politiques globales. Pour l'ethnographe des politisations ordinaires, raisonner en terme de « droitisation » risque ainsi de gommer la complexité du monde social. La plupart des enquêtes en immersion au sein des partis nationalistes contredisent notamment l'idée d'une « droitisation » univoque et insistent sur la variété des motifs d'engagement selon les générations, les genres ou les milieux (Bizeul, 2003 ; Avanza, 2009 ; Hochschild, 2016 ; Marchand-Lagier, 2017). Mobiliser des schèmes politologiques comme le clivage droite/gauche apparaît plus discutable lorsqu'il s'agit d'étudier des profanes, pour qui ces classements ont souvent peu de sens. D'innombrables

enquêtes de sociologie électorale qualitatives, depuis celle initiée par Paul Lazarsfeld et ses collègues (1944) jusqu'à celles du collectif Sociologie politique des élections (Collectif SPEL, 2016) puis de l'ANR Analyse localisée comparative du vote⁵, ont montré combien les préférences électorales sont orientées par des logiques sociales extérieures aux enjeux partisans. La même personne pourra voter à droite puis à gauche, s'abstenir ou se remobiliser au gré des expériences familiales, amicales, professionnelles. La distance aux catégories droite/gauche est encore plus forte dans les milieux populaires, plus éloignés des compétences scolaires qui conditionnent les compétences politiques (Gaxie, 1978 ; Mauger, 2017).

Même appliquée à des militants plus politisés, les schèmes fondés sur une vision polarisée par le clivage gauche/droite comme celui de « droitisation » risquent d'uniformiser les parcours. Par exemple, le documentaire *La Cravate*, réalisé par Mathias Théry et Étienne Chaillou, retrace le parcours d'un jeune employé, Bastien, entrecoupés par des séquences de récit de sa trajectoire qui se rapprochent des entretiens biographiques. Après avoir fréquenté des *skinheads* (d'ultra droite), Bastien se rapproche du FN (extrême droite) puis des Patriotes (un peu plus « modérés » ?). Dirait-on de lui qu'il se gauchise ? En rester là éluderait les logiques complexes qui guident l'évolution de son engagement, de la quête d'un collectif juvénile puis de respectabilité au vécu du mépris de classe au FN. Les analyses des rétributions de l'engagement (Gaxie, 1977) ou des carrières militantes (Filleule, 2001) proposent des interprétations plus complexes des motifs d'engagement, en rapportant les bifurcations politiques aux avantages matériels et symboliques que confèrent les ancrages militants ou aux évolutions biographiques.

Pour autant, ce souci de réalisme sociologique n'implique pas de prédire la fin du clivage droite/gauche. Ces catégories font toujours l'objet d'investissements symboliques, y compris chez certains segments des classes populaires, mais y prennent souvent des sens différents de ceux en vigueur dans le champ politique. Des enquêtes explorent ainsi le vote à gauche de syndicalistes (Mischi, 2016) ou d'enfants d'immigrés qui perçoivent la gauche comme « moins raciste » (Braconnier & Dornmagen, 2010), ou, au contraire, des votes à droite qui

4. Voir les contributions de Frédérique Matonti et Vincent Tiberj dans ce numéro.

5. <https://alcov.hypotheses.org/>

traduisent une quête de respectabilité (Girard, 2017 ; Mauger & Pelletier, 2017). De manière plus systématique, certains travaux prolongent l'hypothèse bourdieusienne d'une homologie structurale entre votes et styles de vie (Beaumont *et al.*, 2018 ; Jarness *et al.*, 2019). Y compris en milieu populaire, on retrouve plus de votes à droite chez les acteurs du pôle économique et, à l'inverse, une sensibilité de gauche des acteurs du pôle culturel, qui traduisent notamment des rapports distincts aux intellectuels et aux employeurs. Ce n'est qu'une fois ces divers implicites associés au terme de droitisation mis à plat que l'ethnographe peut se demander si les enquêtés qu'il rencontre se droitisent effectivement et, si tel est le cas, quels sens ont ces déplacements vers la droite.

Des classes populaires toujours plus à droite ? L'exemple d'une ville rurale de Lorraine

Grandmenil est une commune rurale de 5500 habitants, éloignée des métropoles, située dans une zone de plaine, ne bénéficiant pas de l'attractivité touristique d'autres territoires du Grand Est. Sa composition sociale est plutôt ouvrière, les cadres et professions culturelles y sont significativement absents⁶. Au ^{xx}e siècle, la ville vit du tissage et de la papeterie mais, depuis les années 1980, connaît des fermetures d'usine. Ce contexte socio-économique favorise des politisations particulières qui pourraient en faire un cas exemplaire de la « droitisation » des classes populaires rurales. Les scores du FN y sont nettement plus élevés que la moyenne nationale. En 2017, Marine Le Pen arrive en tête, avec 51 % au second tour et 33,6 % au premier et en 2012, au premier tour, avec 26,9 %⁷. L'observation de la vie politique du bourg nuance pourtant l'idée d'un basculement à droite univoque.

Un ancrage à droite qui ne date pas d'hier

En premier lieu, on notera que la municipalité a presque toujours été de droite. Contrairement à d'autres bassins plus

industriels, la CGT et le PCF n'y ont jamais connu de forte implantation. Ce sont des patrons locaux, rattachés à la droite catholique, qui occupent les fonctions municipales de 1953 à 1966, puis de 1971 à 1989. Pendant deux séquences, de 1989 à 1995 puis de 2001 à 2014, deux maires de gauche (PS) accèdent au pouvoir municipal, avant que la mairie ne repasse « divers droite » en 2014. Cet ancrage à droite de la municipalité, malgré des réorientations vers la gauche dans certaines séquences, s'est construit sur le temps long, à travers le patronage industriel, l'empreinte catholique, le poids des centristes et des gaullistes dans la Lorraine rurale, l'influence des petits patrons ou encore la proximité au monde paysan (Audigier & Schwindt, 2009). Le schème de la droitisation, qui suggère un basculement politique spécifique à la période contemporaine, est donc peu opérant concernant ce type de territoires populaires, dont l'ancrage à droite s'est construit sur la plus longue durée (Girard, 2017 ; Latté & Hupfel, 2018). Par ailleurs, si les habitants de Grandmenil votent plus FN, les écarts sont peu significatifs lors des scrutins qui opposent droite et gauche, par exemple Nicolas Sarkozy à Ségolène Royal en 2007⁸ puis à François Hollande en 2012⁹. Il serait donc plus précis de parler ici de « lepénisation » que de « droitisation ». Enfin, cette dominante conservatrice n'a jamais empêché une minorité d'habitants de se politiser à gauche. Depuis les agitateurs socialistes et républicains¹⁰ du ^{xviii}e siècle à la relative présence de la CFDT chez les ouvriers dans la seconde moitié du ^{xx}e siècle (les « syndiqués » constituent les principaux enquêtés populaires sur ce terrain s'affirmant « de gauche »), l'hégémonie de la droite a régulièrement été contestée.

Une défiance politique générale, entre conformisme et protestation

Plus qu'une idéologie « de droite », nombres d'habitants de Grandmenil rencontrés expriment avant tout une distance aux décideurs politiques. Les partis sont inexistantes au niveau municipal, à l'exception du FN, qui mobilise une vingtaine de

6. En 2012, d'après les données de l'Insee, la population de la commune comptait 20,1 % d'ouvriers, 14,1 % d'employés, 2,2 % de cadres et 8,1 % de professions intermédiaires contre respectivement 13,1 %, 16,5 %, 9 % et 14,1 % pour la France métropolitaine.

7. Contre respectivement 33,90 % (2017, second tour), 21,30 % (2017, premier tour), 17,90 % (2012, premier tour) au niveau national.

8. Scores équivalents à la moyenne nationale au second tour.

9. + 1,5 point et - 1,5 point d'écart par rapport à la moyenne nationale des votes au second tour lors de ces scrutins.

10. On relève pour la ville une cinquantaine de notices biographiques de militants ouvriers pour la période 1789-1864 dans le dictionnaire en ligne « Le Maitron, dictionnaire biographique du mouvement ouvrier et du mouvement social ».

membres et bénéficie, depuis 2014, de deux conseillers. Depuis ce scrutin, les autres listes sont, comme souvent en milieu rural (Vignon, 2014), « sans étiquette ». Cet apolitisme affiché prend un sens plus contestataire quand on s'éloigne des élites locales. En 2012, des manifestations ont lieu contre la nouvelle taxation au poids des ordures ménagères de l'intercommunalité et les élus locaux sont chahutés¹¹. En 2018, la ville connaît aussi une importante mobilisation des Gilets jaunes. Ces deux contestations collectives nuancent l'idée d'un tempérament conservateur propre à Grandmenil. Les mobilisés contestent des mesures fiscales directes inégalitaires dans un territoire où la rétraction continue des services publics et commerciaux produit un sentiment d'abandon et ciblent les élus locaux ou nationaux, perçus comme l'incarnation de « ceux d'en haut ».

Des usages du clivage droite/gauche qui reflètent les tensions du quotidien

Le clivage droite/gauche n'a pas complètement disparu de la vie politique de Grandmenil. Les deux listes « sans étiquettes » sont identifiées, par les habitants les plus informés, comme étant respectivement « de gauche » et « de droite » dans leurs valeurs. En 2014, l'équipe municipale sortante menée par Bernard Simon, élu en 2001 sous l'étiquette PS, est défaite par Antoine Durand, proche des élus départementaux LR. Les argumentaires de campagne des deux listes rejouent des problématiques associées au clivage droite/gauche. L'équipe Simon défend « le social » et l'investissement public. Au contraire, la liste Durand dénonce, courbes à l'appui, « l'explosion des budgets » et promet de réduire les impôts. En 2020, le nouveau maire de droite défend son bilan : « l'assainissement des comptes ». Lors d'un meeting tenu à l'occasion du scrutin municipal de 2020, une candidate de gauche dénonce le manque d'investissement pour « les jeunes », « les associations », « la culture », « les personnes en difficultés sociales » et « la prévention », des marqueurs politiques qui renvoient à différents publics de l'action municipale. Le soir du deuxième tour de la même élection, qui voit la majorité d'A. Durand reconduite, le candidat en troisième position sur cette liste, chef d'entreprise, tient un bureau de vote. Une candidate lui raconte que le bureau dit « des HLM », l'îlot associé aux habi-

tants les plus pauvres et aux immigrés, connaît une abstention forte. Le candidat, qui a été membre du RPR, soupire, réprobateur : « Avec tout ce que la mairie a fait pour eux, c'est donner de la confiture à des cochons », exprimant ainsi sa distance aux populations évoquées. En résumé, dans cet espace de forte interconnaissance, les partis sont presque inexistants, mais les usages du clivage droite/gauche se perpétuent de manière souterraine, aux prismes des antagonismes quotidiens. La liste de droite est associée au « commerçants », « aux artisans », la liste de gauche aux « fonctionnaires » et au « social », des tensions qui se retrouvent au sein du FN local.

Magalie et Sylvie, des logiques plurielles de droitisation

Prenons maintenant au sérieux l'hypothèse d'une « droitisation » en la mettant à l'épreuve d'une analyse des parcours de deux habitantes qui évoluent effectivement vers la droite (ici, le FN). Pour ce faire, il faut interroger à la fois les évolutions des préférences politiques des enquêtées (leur glissement vers le FN) et, dans le même temps, se demander quels sens ces repères élémentaires dans l'espace politique (Mauger, 2017) que sont la « droite » et la « gauche » ont pour elles. Magalie et Sylvie sont deux militantes du FN Grandmenil. Elles ont adhéré en 2023, à la suite de l'accession de Marine Le Pen à la tête du parti, et prennent leur distance avec « Jean-Marie », qu'elles décrivent comme « raciste ». Magalie se dit de droite et a toujours voté alternativement pour la droite parlementaire et le FN, alors que Sylvie se dit de gauche et votait précédemment PS. Peut-on englober leurs ralliements au FN sous un même processus de droitisation alors que leurs motivations et valeurs semblent parfois opposées ? Même chez des militantes frontistes, l'engagement ne se réduit jamais à des enjeux idéologiques abstraits.

Se dire « de droite » ou « de gauche » tout en militant au FN

Si elles sont toutes les deux issues de familles ouvrières, Magalie connaît une ascension sociale, Sylvie une précarisation. La première, 46 ans, travaille d'abord comme caissière

11. La section suivante retrace ces événements du point de vue d'une militante FN.

dans un supermarché, à la suite d'un baccalauréat professionnel de vente. Licenciée pour motifs économiques, elle passe un BTS puis négocie sa réembauche à un meilleur poste par son employeur et devient directrice de magasin. Sylvie a effectué un CAP de cuisine, été employée par des restaurants puis vendeuse dans un magasin de vêtements du bourg qui a fait faillite. Depuis, Sylvie vit du chômage puis des *minima* sociaux. À 55 ans, elle dit « ne pas vraiment avoir envie (ni l'espoir) de retrouver un travail ». Elles incarnent donc deux trajectoires de fractions de classes assez différentes au sein de l'espace social de Grandmenil. Ces parcours contrastés favorisent des valeurs et des relations différentes à la droite et à la gauche. Magalie évoque d'elle-même une continuité idéologique entre le FN et la droite (« S'il n'y avait pas de représentant du FN, je votais quand même à droite, mais dès qu'il y avait l'occasion, je votais FN »). Cette posture, commune chez les cadres du FN local, rapproche Magalie de nombreux électeurs, souvent membres de la petite bourgeoisie économique, qui oscillent entre la droite parlementaire et le FN (Mayer, 1997 ; Marchand-Lagier, 2017). La militante justifie aussi son engagement au FN par « un sentiment de révolte » qui recoupe notamment les enjeux fiscaux, thème plutôt porté par la droite politique, même si on perçoit dans son discours une oscillation entre la critique de l'État et des élites :

Magalie : C'est un peu la prise de conscience de la quarantaine, c'est maintenant qu'il faut faire quelque chose, pas plus tard, un sentiment de... de révolte.

Enquêteur : Par rapport à quoi, la révolte ?

Magalie : La TVA, les retraites, la fiscalité, le pouvoir d'achat... la TVA par exemple, on le voit dans le magasin. On nous dit qu'il n'y a pas assez d'argent alors qu'il y en a énormément qui rentre, on voit l'incohérence entre ce qu'on dit et la réalité du terrain.

De manière plus minoritaire, quelques membres du FN local (deux sur les quinze interrogés) étaient précédemment de gauche. Des études quantitatives ont montré que ces transferts étaient rares et qu'en milieu populaire le FN mobilise surtout des fractions peu politisées ou qui votaient auparavant à droite (Mayer, 1997 ; Gougou, 2015). De manière complémentaire, l'entretien compréhensif révèle combien les catégories politico-normatives comme la droite et la gauche ont perdu en signification auprès des cercles populaires que fréquente Sylvie. Plus précisément, elles ont des significations, mais irréductibles à celles que les professionnels politiques et les classes aisées associent au même signifiant :

Enquêteur : Vous n'avez jamais voté pour d'autres partis ?

Sylvie : Si j'étais beaucoup PS, à l'époque de Mitterrand, et puis, c'est la vie qui a fait que...

Enquêteur : Vous avez été déçue par le PS ?

Sylvie : Oh, pas spécialement, déçue de tous les politiques. Quelque soit le parti, c'est les magouilles, c'est pour leurs poches, et puis, seulement après, c'est pour nous, les petits. Que ça soit socialiste, communiste, la droite... et puis même le FN, faut pas rêver ! Marine, c'est pas le bon Dieu. Mais bon, on verra bien.

Enquêteur : Et Mitterrand ?

Sylvie : Il a fait beaucoup de choses de bien quand même... Moi j'aimais bien, quand même, l'époque de Mitterrand. C'était des belles années.

Enquêteur : Vous vous dites toujours de gauche ?

Sylvie : Oui. La droite, de toute façon, je sais pas, j'aime pas leur politique, j'aime pas la droite. Je crois que ceux qui sont socialistes, plus que ceux de droite, ils tournent plus vers le FN. Dans ma famille, mon père, mes frères, ils étaient tous socialistes, mais maintenant, ils sont FN.

Loin de traduire une adhésion militante, sa préférence initiale pour le PS semble d'abord refléter une norme diffuse de ses cercles d'appartenances, notamment familiaux. Elle explicite peu ce que recouvre le fait « d'être PS », dit toujours apprécier François Mitterrand – sur fond, peut-être, de nostalgie –, croit peu aux promesses des *leaders* politiques, y compris celles de « Marine » Le Pen, et affirme ne pas apprécier la droite, sans expliquer pourquoi.

Des lectures contrastées du programme du parti

On constate aussi un décalage des valeurs de ces deux femmes, qui n'attendent pas la même chose du parti. Plusieurs enquêtes sur le FN en milieu populaire (Mauger & Peltier, 2017) pointent pourtant l'affinité entre ses discours et la diffusion de la « conscience sociale triangulaire » analysée par Olivier Schwartz (2009). Les classes populaires frontistes exprimeraient un double rejet du « haut » (les élites) et du « bas » (« assistés » et immigrés) de l'espace social. Si ce modèle souligne à raison l'effet des antagonismes du quotidien sur les politisations, la manière de se situer entre le « haut » et le « bas » varie selon les personnes. Les positions sur « le social » s'inversent ainsi selon les statuts socio-professionnels des membres du FN. Comme je l'interroge sur les soutiens précaires du parti, parfois dénigrés localement, Magalie en profite pour livrer sa lecture du programme du FN, hostile aux bénéficiaires d'aides sociales. Pour elle, le FN est « de droite » et (socialement) d'un certain « côté » :

Magalie : Eux [les sans-emploi engagés au FN] s'ils se mettent à droite, les avantages sociaux, ils n'auront plus rien. Nous aussi [les cadres locaux du parti], on a été interpellé par ça, on s'est dit peut-être qu'ils ne comprennent pas le système, ils se disent « On est FN », mais sans chercher de quel côté est le FN.

Au contraire, étant elle-même au chômage suite à un licenciement économique, Sylvie affirme que « c'est dur de trouver du boulot dans le coin », manière de reporter les causes du non-emploi sur les employeurs. Elle se définit à plusieurs reprises comme étant (socialement) « du côté » des « petits » et de divers métiers subalternes. Elle se montre plus favorable que Magalie aux politiques redistributives, sans pour autant les associer à « la gauche ». Son ton assuré montre que, si elle maîtrise peu les classements du champ politique, cela ne l'empêche pas d'exprimer des jugements sur la société :

Enquêteur : Qu'est-ce que vous pensez des mesures comme augmenter l'âge de la retraite ?

Sylvie : Non, il faut pas. Les ouvriers qui font les routes, les maçons, ceux qui font les durs métiers, il faut quoi alors ? Qu'ils attendent 70 ans pour être en retraite ?... Ils [ne] la verront pas. Non, il faut que les vieux ils aient leur retraite tranquille, et puis mettre les jeunes au boulot. Vous, vous allez travailler jusqu'à 70 ans ? Peut-être que vous [ne] la verrez pas. Avec tout le chômage qu'il y a, c'est un peu bête, non ?

Certains discours du FN favorisent cependant des représentations communes aux deux militantes. Tous en se défendant d'être « racistes », les deux expriment des formes d'hostilité aux « étrangers ». Même concernant ce thème central pour le parti, les sens de la xénophobie varient selon les ancrages sociaux. Condamnant l'accueil de « migrants » par la commune, Magalie explique ainsi « qu'on a déjà bien assez de cas sociaux à Grandmenil ». Le rejet des immigrés est donc fortement couplé ici avec celui de « l'assistanat ». Sylvie tient pour sa part des propos hostiles aux « Roumains », qu'elle décrit comme inciviques, en s'appuyant sur des expériences plus personnalisées, rapportées par ses connaissances : « Qu'on les aide, d'accord, mais pas comme ça... Eux, on leur paie tout, l'électricité, le gaz. » Son hostilité reflète donc moins une critique *en soi* de l'État social qu'une concurrence pour accéder à ses ressources et un souci de légitimer ses droits, en tant que « française ». Au delà des enjeux politiques nationaux, les relations de ces femmes avec les élus municipaux « sans étiquettes » sont elles aussi très différentes, ce qui reflètent des rapports contrastés aux autorités établies.

Une même adhésion conservatrice à l'ordre social ?

Magalie semble attachée à préserver sa respectabilité locale. Cette posture la conduit souvent à prendre ses distances avec le FN. Elle explique refuser de suivre certaines consignes de votes de la direction au sein du conseil municipal pour ne pas

créer de tension et éviter, plus généralement, les conflits avec les élus sans-étiquettes et les habitants de la ville :

Magalie : On nous invite à participer, monsieur le maire n'est pas de notre bord, mais il ne nous met pas à l'écart, mais moi la politique, c'est à côté ! C'est mon métier d'abord : j'ai des responsabilités, je travaille tout le temps, je peux ne pas dire à mon patron que je vais passer mon après-midi à la mairie. Donc je ne suis pas très investie dans le monde politique, non... J'essaye doucement de me faire connaître et de dédramatiser, tout ça, tout le monde me connaît à Grandmenil, j'ai toujours habité ici, les gens savent très bien qui je suis, ils ne vont pas dire « Ah oui, c'est la racaille du coin, c'est normal (qu'elle milite au FN). »

Le rapport de Sylvie au pouvoir local est plus conflictuel, ce qui traduit aussi une distance sociale plus grande. La même année où elle rallie le FN, en 2012, elle avait pris la tête de la protestation locale contre la taxation au poids des ordures ménagères visant à inciter au tri. La mesure intercommunale implique la location, pour 90 euros par mois, de poubelles « connectées », un surcoût considérable pour les plus modestes. Sylvie qui appelle à manifester, sur Facebook, ce qui la conduit à une série de conflits avec Bernard Simon, le maire sortant de gauche :

Sylvie : Ils ont fait une réunion à la maison du peuple, avec le président de la Comcom [l'intercommunalité]. Je me suis pris un peu la tête avec eux, le Simon il voulait pas me donner le micro, donc j'ai arraché le micro et j'ai parlé quand même [...] Après, y a eu les flics qui sont venus me voir, vu que la deuxième manif a un peu dégénéré. Chacun avait ramené sa poubelle devant la mairie, les flics sont arrivés, puis des jeunes ont mis le feu aux poubelles... C'est un peu parti en cacahuète. Le maire, il a reçu aussi des œufs, et puis voilà. Donc, je me suis retrouvée aux flics et puis un coup, juste après ça, je croise le Bernard. Il me regarde et « Bonjour » il me dit... Moi, je lui ai répondu « Je t'emmerde, ton bonjour, tu peux te le garder. »

Les récits de Magalie et Sylvie illustrent combien les affinités et répulsions quotidiennes, plus que les discours, jouent sur les processus d'engagement au FN, dont elles n'attendent pas les mêmes rétributions (Gaxie, 1978). Plus généralement, les rapports de ces deux femmes avec les élus locaux nuancent l'association entre droite et conservatisme. Selon les historiens des idées, un invariant des droites consisterait dans la perception positive des autorités établies, qu'il s'agisse du domaine économique, familial ou encore politique (Donegani & Sadoun, 1992, p. 778-779 ; Sirinelli, 1992, p. 868-869). Autrement dit, du point de vue des intellectuels, les gens de droite adhèrent à l'ordre social, les gens de gauche seraient contestataires (Terray, 2012). Un tel schème s'applique relativement bien aux membres du FN plus aisés, comme Magalie. Hostile

« au social », s'identifiant à la classe moyenne « respectable », désireuse de montrer son « sérieux » et son « mérite », au travail comme en politique, ses représentations évoquent la *conscience sociale légitimiste* que j'ai observée chez des militants de l'UMP en banlieue parisienne, désireux de s'éloigner du « bas » et de fréquenter « les gens biens », c'est-à-dire les élites du pôle économique (Challier, 2021, p. 182-186). Le conservatisme apparaît moins évident pour interpréter des engagements FN populaires comme celui de Sylvie. Son ralliement est loin de traduire son respect des hiérarchies et refléterait même plutôt, à l'inverse, une *conscience protestataire* (Challier, 2021, p. 186-188), plus hostile aux élites qu'à « ceux d'en bas », vision assez semblable à celle qu'exprimeront, en 2018, les Gilets jaunes locaux. En ce sens, le fait que des précaires se déplacent vers l'extrême droite traduit moins leurs adhésions à « l'ordre naturel » que leur distance sociale vis-à-vis des représentants politiques locaux. En 2014, le FN Grand-menil présentait ainsi trois quart d'ouvriers, employés et sans-emplois parmi ses vingt-neuf candidats, des catégories sociales largement sous-représentées sur les listes de droite (un tiers des candidats) et de gauche (un septième des candidats).

Conclusion

Le modèle de la droitisation, selon lequel les évolutions conservatrices du champ politique se diffuseraient tels quelles dans le monde social, est peu opérant pour penser les politisations des classes populaires, groupes majoritairement distants des formes politiques spécialisées. Les segments populaires de droite ont toujours existé et ne reflètent pas un basculement inédit. Le schème passe sous silence la défiance plus générale des classes populaires aux représentants en général, droite et extrême droite incluses, qui s'est aussi reflétée à l'occasion des Gilets jaunes. Parler de droitisation encourage enfin un biais, intellectualiste, selon lequel les valeurs associées à la droite

ou à la gauche relèveraient d'évidences universelles. Sur le terrain, les usages sociaux des catégories droite/gauche sont souvent déconnectés de l'offre partisane. Quand ils persistent, ils expriment des antagonismes du quotidien opposant précaires et établis, secteur privé et secteur public, ou encore enseignants et petits patrons. Si la notion de droitisation est pertinente pour analyser les évolutions idéologiques des « virtuoses » politisés (Gaxie, 1978), on peut se demander si elle ne perd pas en force explicative à mesure que les groupes étudiés sont plus éloignés du champ politique et de ses enjeux.

Le modèle de la droitisation n'est ainsi guère plus convaincant pour comprendre les motivations de néo-adhérentes du FN. Même chez ces dernières, les logiques de politisation sont sinueuses et varient en fonction des trajectoires. Certaines préférences politiques initiales persistent à l'engagement FN, les enquêtées se décrivant toujours comme « de gauche » ou « de droite ». Magalie et Sylvie n'adhèrent pas à ce parti pour les mêmes raisons et interprètent différemment le programme du parti. Comme beaucoup de simples militants (Challier, 2021) et, encore plus, d'électeurs (Collectif SPEL, 2016), leurs proximité à un parti reflète des ressorts sociaux autant (sinon plus) qu'idéologiques, notamment l'évolution de leurs sociabilités ou de leurs relations aux élus locaux, plutôt qu'une conversion doctrinale aux discours de Marine le Pen, qu'elles ne reçoivent que de manière ponctuelle et sélective. Le décalage avec les catégories du champ politique est encore plus prononcé chez des acteurs populaires comme Sylvie, qui semble peu au fait des liens qui pourraient être faits par les spécialistes entre ses jugements et le fait d'être « à droite » ou « à gauche ». Finalement, pour l'ethnographe des politisations populaires, ce sont bien ces usages profanes du clivage droite/gauche qui sont pertinents pour mener une analyse compréhensive, plus que la mesure de grands basculements idéologiques collectifs, qui concernent principalement les élites sociales et politiques.

Bibliographie

- Audigier F. & Schwindt F. (dir.)** (2009), *Gaullisme et Gaullistes dans la France de l'Est sous la IV^e République*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Avanza M.** (2009), « Les femmes padanes militantes dans la ligue du nord, un parti qui "l'a dure" », in Fillieule O. & Roux P. (dir.), *Le Sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 143-165.
- Beaumont A., Challier R. & Lejeune G.** (2018), « En bas à droite. Travail, visions du monde et prises de position politiques dans le quart en bas à droite de l'espace social », *Politix*, n° 122, p. 9-31.
- Bizeul D.** (2003), *Avec ceux du FN. Un sociologue au Front national*, Paris, La Découverte.
- Braconnier C. & Dormagen J.-Y.** (2010), « Le vote des cités est-il structuré par un clivage ethnique ? », *Revue française de science politique*, vol. 60, n° 4, p. 663-689.
- Challier R.** (2021), *Simple militants. Comment les partis démobilisent les classes populaires*, Paris, Puf.
- Collectif SPEL** (Sociologie politique des élections) (2016), *Les Sens du vote : une enquête sociologique, France, 2011-2014*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Donegani J.-M. & Sadoun M.** (1992), « Les droites au miroir des gauches », in Sirinelli J.-F. (dir.), *Histoire des droites en France – Tome 3 : Sensibilités*, Paris, Gallimard, p. 669-688.
- Fillieule O.** (2001), « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1-2, p. 199-215.
- Gaxie D.** (1977), « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, vol. 27, n° 1, p. 123-154.
- Gaxie D.** (1978), *Le Cens caché, inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil.
- Girard V.** (2017), *Le vote FN au village. Trajectoires de ménages populaires du périurbain*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant.
- Gougou F.** (2015), « Les ouvriers et le vote Front National. Les logiques d'un réalignement électoral », in Crépon S., Dézé A. & Mayer N. (dir.), *Les Faux-semblants du Front national : sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 323-344.
- Hochschild A.** (2016), *Strangers in Their Own Land. Anger and Mourning on the American Right*, New York, The New Press.
- Jarness V., Flemmen M. P. & Rosenlund L.** (2019), « From Class Politics to Classed Politics », *Sociology*, vol. 53, n° 5, p. 879-899.
- Latté S. & Hupfel S.** (2018), « Des "ouvriers en costume-cravate" ? Mobilité économique et ancrage à droite des classes populaires frontalières », *Politix*, n° 122, p. 131-161.
- Lazarsfeld P., Berelson B. & Gaudet H.** (1944), *The People's Choice. How the Voter Makes Up His Mind in a Presidential Campaign*, New York, Duell Sloan and Pearce.
- Marchand-Lagier C.** (2017), *Le Vote FN : pour une sociologie localisée des électors frontistes*, Louvain-la-Neuve, De Boeck supérieur.
- Mauger G.** (2017), « Un champ politique illisible », *Savoir/Agir*, n° 39, p. 102-108.
- Mauger G. & Pelletier W. (dir.)** (2017), *Les Classes populaires et le FN : explications de vote*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant.
- Mayer N.** (1997), « Du vote lepéniste au vote frontiste », *Revue française de science politique*, vol. 47, n° 3-4, p. 438-453.
- Mischi J.** (2016), *Le Bourg et l'Atelier. Sociologie du combat syndical*, Marseille, Agone.
- Rémond R.** (1954), *Les Droites en France*, Paris, Aubier-Montaigne.
- Schwartz O.** (2009), « Vivons-nous encore dans une société de classes ? Trois remarques sur la société française contemporaine », *La Vie des idées*, septembre, <https://laviedesidees.fr/Vivons-nous-encore-dans-une.html>.
- Sirinelli J.-F.** (1992), « Les droites et l'histoire », in Sirinelli J.-F. (dir.), *Histoire des droites en France – Tome 3 : Sensibilités*, Paris, Gallimard, p. 669-688.
- Terray E.** (2012), *Penser à droite*, Paris, Galilée.
- Vignon S.** (2014), « Les élections municipales au village : un scrutin consensuel ? Quelques éléments à partir du département de la Somme », *Métropolitiques*, <https://metropolitiques.eu/Les-elections-municipales-au.html>.